

Les perspectives de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne



La Newsletter HSS

[Hier können Sie sich anmelden >>>](#)

Le tandem franco-allemand : acteur de la relance ?

Informations

(Fichiers PDF)



(de gauche à droite) M. Joachim Bitterlich, M. Alain Richard, M. Markus Ferber et Mme Gaëtane Ricard-Nihoul.

Étant donné le « non » français au référendum sur la constitution européenne, l'Allemagne constitue le partenaire le plus important de la France afin de poursuivre le développement de l'Union européenne. Les prochaines élections présidentielles françaises ainsi que les élections parlementaires de juin permettent de débattre des nouvelles perspectives offertes par une collaboration franco-allemande en matière de politique européenne.

Le congrès du 1^{er} mars 2007, organisé conjointement par la Hanns Seidel fondation, le *think tank* français « Notre Europe » et la fondation Friedrich Naumann a voulu démontrer, sur base de l'étude publiée par « Notre Europe » : « l'Allemagne et l'Europe : nouvelle donne ou déjà vu ? », la possibilité, pour l'Allemagne et la France, de contribuer ensemble à la résolution des problèmes actuels et des défis au niveau européen. Et dans ce cas, de quelle manière ces deux pays peuvent effectuer ces tâches.

[Tagungsbericht \(77 KB\) >>>](#)

[Notre Europe "Deutschland und Europa" \(210 KB\) >>>](#)

[Notre Europe "L'Allemagne et l'Europe" \(236 KB\) >>>](#)

Liens

[Notre Europe >>>](#)

[Friedrich-Naumann-Stiftung >>>](#)

[EU2007.DE >>>](#)

Contact

Bureau de liaison –
Bruxelles

Responsable Markus
Russ Tel : +32/2/230
50 81

Fax: +32/2/230 70 27

bruessel@hss.de

l'Union européenne, parmi lesquels : **Joachim Bitterlich**, directeur des affaires internationales du groupe Veolia et vice-président de « Notre Europe » ; **Markus Ferber**, président de la CSU au Parlement européen et membre du conseil d'administration de la fondation Hanns Seidel ; **Gaëtan Gorce**, député de la Nièvre et secrétaire national du PS (parti socialiste) ; **Alexander Graf Lambsdorff**, député européen et **Alain Richard**, ancien ministre français de la Défense et vice-président du PSE. La discussion a été dirigée par la secrétaire générale de « Notre Europe », Mme **Gaëtane Ricard-Nihoul**.



(de gauche à droite) M. Markus Ferber, Mme Gaëtane Ricard-Nihoul, M. Gaëtan Gorce, Mme Ulrike Guérot et M. Alexander Graf Lambsdorff.

Après l'introduction de M. **Max Maldacker**, chef du protocole de la Représentation Permanente d'Allemagne auprès de l'Union européenne, Mme **Ulrike Guérot** a dévoilé les conclusions de l'étude. Elle a publiquement exprimé ses craintes selon lesquelles l'Allemagne, ces dernières années, se détacherait de plus en plus de son attitude favorable envers l'intégration et la Commission européenne pour axer son opinion sur la position française, qu'elle décrit comme « importune » pour le Conseil » et qui tient davantage compte de l'opinion des pays membres. Cette discordance dans le tandem franco-allemand provoquerait la perte d'influence et de crédibilité de celui-ci. Toujours selon Mme Guérot, l'attitude de ces deux pays est en outre souvent décrite comme arrogante et présomptueuse par les petits et les nouveaux pays membres, qui considéreraient le tandem d'un mauvais œil. Mme Guérot remarque qu'à mesure que la méfiance des citoyens a grandi dans tous les pays membres européens, le sens du discours politique de l'Union a radicalement changé. Les autres intervenants du congrès partagent également cette opinion. Ils ont souvent l'impression que les citoyens européens ne se tournent pas vers l'avenir mais au contraire examinent le passé en posant par exemple des questions sur les frontières de l'Union Européenne, sur leur but et leur

finalité, au lieu de se concentrer sur le développement d'un processus permanent et innovateur.



Intervenants et public I

M. **Joachim Bitterlich** déclare que le tandem franco-allemand n'a pas perdu de son importance dans le contexte européen. Cependant, les divergences au sein de celui-ci se seraient aggravées et le nombre de sujets tabous aurait augmenté. Il remarque qu'en outre, des défis inhérents à la politique intérieure des deux pays font obstacle à leur attitude envers l'Union européenne et diminuent l'intérêt porté aux thèmes de politique européenne. L'Allemagne et la France devraient essayer de prendre un nouveau départ afin de mieux comprendre leurs relations communes au sein d'un contexte européen modifié.

M. **Markus Ferber** déclare que l'Europe n'est pas seulement influencée par les relations franco-allemandes mais également par les développements au sein des autres pays membres. Selon lui, la structure globale de l'Union européenne a subi ces dernières années d'importantes modifications. Une majorité de pays membres se révélerait ainsi débitrice plutôt que contributrice au budget de l'Union européenne. Et des états membres se prononceraient contre un élargissement de l'Union et prôneraient le renforcement de ses frontières, alors que d'autres soutiendraient des notions exactement contraires. Toujours selon M. Ferber, cette divergence proviendrait de ce qu'aucun pays membre ne désire endosser le rôle de leader, situation que l'Allemagne et la France occupaient, selon eux, auparavant. Il déclare que les citoyens et les gouvernements doivent se tourner vers l'avenir. Néanmoins, il conviendrait de discuter d'abord le rythme auquel l'Union peut et doit s'élargir.



Intervenants et public II

Les intervenants français, Messieurs **Gaëtan Gorce** et **Alain Richard** sont d'accord sur le fait que les thèmes et soucis nationaux occupaient ces dernières années le devant de la scène politique française. Selon eux, les propositions de la seule Allemagne dans certains domaines, comme par exemple l'augmentation de la T.V.A ou la réduction des cotisations sociales sans consulter les partenaires européens, auraient engendré une certaine incompréhension. Pour M. Gorce, la relation franco-allemande ne connaît toutefois pas de crise mais se trouve à un tournant de son histoire. Une nouvelle étape débiterait, pour laquelle des bases nouvelles devraient être établies. Selon lui, la question principale doit se poser au niveau des ambitions de l'Union, à savoir ce que les états membres désirent réaliser en commun. M. Richard a exprimé ses craintes quant à un populisme croissant dans les questions européennes. Selon lui, l'Europe déçoit ses citoyens. Ce sentiment ne serait pas dû à des projets d'avenir, mais serait à l'origine de l'eurosepticisme croissant aujourd'hui. Dans ce cas, M. Richard préconiserait plus de dialogue avec les citoyens et moins de débats strictement confinés aux sphères politiques.

M. **Alexander Graf Lambsdorff** dresse également le même constat : la politique européenne perd de sa popularité et l'enthousiasme des débuts s'étiolé. Il déclare qu'en Allemagne, ce mouvement doit également être imputé aux derniers chanceliers fédéraux, Messieurs Kohl et Schröder, qui ont favorisé une logique plus diplomatique que démocratique. M. Lambsdorff se déclare du même avis que Mme Guérot : le discours actuel en matière de politique européenne est défensif. On entendrait souvent les mots « conserver », « protéger » et « défendre » mais on ne parlerait pas des objectifs à atteindre. En conclusion, il a déclaré que le tandem franco-allemand ne suffirait certainement pas à ranimer le processus européen. Celui-ci dépendrait avant tout de la participation et de l'engagement des

nouveaux pays membres afin de jouer un rôle dans un monde multiculturel.
